

PROTOCOLE

RELATIF AUX MODIFICATIONS ET AJOUTS À L'ACCORD DU 28 MAI 2018 ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE ET LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX
ACTIVITÉS DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD) ET DE LA
SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE PARTICIPATION POUR LA COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE (PROPARCO) EN ARMÉNIE

Le Gouvernement de la République d'Arménie et le Gouvernement de la République française
(ci-après dénommés « **les Parties** »),

SE FONDANT SUR l'accord signé le 28 mai 2018 entre le Gouvernement de la République
d'Arménie et le Gouvernement de la République française, relatif à l'établissement et aux
activités de l'Agence française de développement (AFD) et de la Société de promotion et de
participation pour la coopération économique (PROPARCO) (conjointement le Groupe AFD)
(ci- après dénommé « **l'Accord** »),

RAPPELANT d'une part que le Groupe AFD est au cœur du dispositif français de l'aide
publique en faveur des pays en développement et qu'il exerce ses activités dans plus de quatre-
vingt (80) pays grâce à son réseau d'une soixantaine de représentations locales ;

RAPPELANT d'autre part qu'Expertise France :

- a été créée en 2014 par la loi d'orientation et de programmation n° 2014-773 du 7 juillet 2014, définissant les principes généraux de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. Son statut a été modifié par la loi de programmation n° 2021-1031 du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales pour permettre son intégration au Groupe AFD, qui contribue à la mise en œuvre des politiques françaises dans les domaines du développement et de la solidarité internationales ;
- conformément à la lettre de la loi, exerce une mission de service public reconnue. Sa fonction est d'élaborer et de mettre en œuvre des projets et de mobiliser de l'expertise de haute qualité (dont des experts et assistants techniques déployés à la demande de l'État) dans des domaines clés de l'action publique tels que la gouvernance, la sécurité, le climat, la santé, l'éducation, etc. Ses activités sont financées par des bailleurs de fonds bilatéraux

et multilatéraux, principalement par le gouvernement français, notamment à travers l'Agence française de développement, et l'Union européenne, pour lesquels Expertise France peut agir en qualité d'agence d'exécution et de bailleur de fonds délégué ;

- aide ses partenaires (principalement les gouvernements ainsi que les organisations régionales, les autorités locales et les organisations de la société civile) pour renforcer leurs institutions, leurs politiques et l'expertise de leurs agents. A cet effet, elle propose différentes activités, notamment la mobilisation d'expertise, la constitution de groupes de travail, l'organisation d'ateliers, de formations, l'organisation de visites d'étude, l'attribution de subventions, la fourniture de biens et travaux. Elle assure, avec les contreparties nationales, la clarification des besoins, le suivi et l'évaluation finale des projets mis en œuvre, en collaboration avec les partenaires nationaux ;

RAPPELANT qu'Expertise France est intégrée au Groupe AFD conformément aux dispositions de la loi de programmation n° 2021-1031 du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales ;

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt commun des Parties de conclure le présent Protocole (ci-après dénommé « le Protocole ») pour permettre à Expertise France, en qualité du membre du Groupe AFD, d'apporter son assistance financière et technique en Arménie conformément aux objectifs de développement politique, économique et social de l'Arménie ;

SOUHAITANT accorder à Expertise France le même statut particulier que celui dont bénéficie le Groupe AFD sur le territoire de l'Arménie ;

AGISSANT sur la base des principes d'indépendance, de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures et d'égalité des droits, le Gouvernement de la République d'Arménie et le Gouvernement de la République française conviennent de ce qui suit.

Article 1

Le présent Protocole a pour objet d'étendre l'application de l'Accord à Expertise France en tant que membre du Groupe AFD.

Article 2

1. Les Parties conviennent que l'Accord est amendé de telle sorte que toutes les références à l'AFD et PROPARCO dans l'Accord incluent également Expertise France.
2. Les Parties conviennent que les facultés reconnues à PROPARCO par le paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord, lui permettant de demander à ouvrir une Représentation séparée, sont également accordées à Expertise France.

Article 3

Les avantages et privilèges réservés par la partie arménienne à l'AFD et PROPARCO sur le territoire arménien conformément à l'Accord sont étendus à Expertise France, en sa qualité de membre du Groupe AFD, ainsi qu'aux personnels expatriés qu'elle emploie, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses missions. Toutefois, les exonérations fiscales relatives aux revenus ne s'appliquent pas aux citoyens de la République d'Arménie employés par Expertise France.

Article 4

Le présent Protocole est annexé à l'Accord et en fait partie intégrante.

Article 5

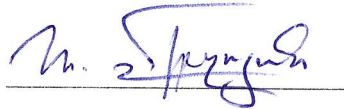
1. Le présent Protocole entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par la voie diplomatique de la dernière notification écrite de l'accomplissement des procédures internes requises par les Parties.
2. Le présent Protocole peut être modifié à tout moment d'un commun accord entre les Parties. Ces modifications sont formulées dans des protocoles et entrent en vigueur selon la procédure prévue au premier alinéa du présent article.
3. Tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole est résolu à l'amiable par voie de consultations ou de négociations entre les Parties.
4. Le présent Protocole est conclu pour une durée indéterminée, chacune des Parties pouvant

mettre fin à son application à tout moment en le notifiant par écrit à l'autre Partie six (6) mois à l'avance. Ce délai court à compter de la date de réception de ladite notification par l'autre Partie. La dénonciation du présent Protocole n'affecte pas les droits et les obligations des Parties découlant du présent Accord en ce qui concerne les programmes et arrangements en cours.

5. Le présent Protocole, dès son entrée en vigueur, s'applique aux programmes, arrangements et toute coopération en cours.

Signé à Erevan le 26 mai 2025 en deux (2) exemplaires originaux, chacun en arménien et en français, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Ararat Mirzoyan', written over a horizontal line.

Ararat MIRZOYAN, ministre des affaires
étrangères

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jean-Noël Barrot', written over a horizontal line.

Jean-Noël BARROT, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères

Սույնով հավաստվում է, որ կցված տեքստը 2025թ. մայիսի 26-ին ստորագրված «Հայաստանի Հանրապետության կառավարության և Ֆրանսիայի Հանրապետության կառավարության միջև «Հայաստանում Զարգացման Ֆրանսիական գործակալության (ԶՖԳ) և Տնտեսական համագործակցության խթանման և մասնակցության ընկերության (Պրոպարկո) հիմնադրման և գործունեության մասին» 2018 թվականի մայիսի 28-ի համաձայնագրում փոփոխություններ և լրացումներ կատարելու մասին» արձանագրության՝ Հայաստանի Հանրապետության արտաքին գործերի նախարարության միջազգային պայմանագրերի պահոցում (դեպոզիտում) պահվող բնօրինակի նույնական պատճենն է:

**Հայաստանի Հանրապետության
արտաքին գործերի նախարարության
միջազգային պայմանագրերի և
իրավունքի վարչության պետի պ/կ**



Լիանա Գրիգորյան